

EXPERIMENTATION D'UN ACCOMPAGNEMENT DES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES DANS LE CADRE DU CDD « TREMPLIN »

Avenant CDD Tremplin n° [AAAA - version x]

Entre l'Etat, représenté par le Préfet de la région []
.....
et

L'organisme [raison sociale]
n° Siret [...] dont le siège social est situé : [...]..... représenté par
.....

OU

L'organisme [raison sociale] n° Siret [...] dont le siège social est situé : [...].....
représenté par au titre de l'établissement [.....] n° Siret
[...]......, bénéficiaire et gestionnaire des aides¹

Vu le code du travail et notamment ses L.5213-13 et L.5213-13-1 ;

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel en particulier son article 78 ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 en particulier son article 33 et le régime cadre exempté de notification N° SA.58982 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2018-990 du 14 novembre 2018 relatif à l'expérimentation par les entreprises adaptées d'un accompagnement des transitions professionnelles des travailleurs handicapés vers les autres employeurs ;

Vu l'arrêté du [JJMM/AAAA] portant approbation du cahier des charges « Expérimentation d'un accompagnement des transitions professionnelles dans le cadre du contrat à durée déterminée « Tremplin » ;

Vu l'arrêté du [...] fixant la liste des entreprises adaptées retenues pour mener l'expérimentation d'un accompagnement des transitions professionnelles en recourant au contrat à durée déterminée conclu en application du 1° de l'article L. 1242-3;

Vu l'arrêté du [JJ/MM/AAAA] revalorisant le montant de l'aide financière susceptible d'être attribué aux entreprises adaptées de travail temporaire et aux entreprises adaptées autorisées à mettre en œuvre l'expérimentation des contrats à durée déterminée tremplin ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens n° [...] signé le [...], pour la période duau..... ;

Vu la demande de l'entreprise adaptée du [...],

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de l'avenant

L'entreprise adaptée expérimentatrice propose de mettre en œuvre le projet élaboré sous sa responsabilité décrit dans le dossier de candidature susvisé. A cette fin, elle s'engage auprès de l'Etat à mobiliser tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

¹ CPOM régional regroupant plusieurs établissements ne pouvant pas utiliser le SIRET du siège pour le versement des aides (utilisé pas un autre agrément par exemple)-

L'Etat s'engage à soutenir financièrement l'entreprise adaptée expérimentatrice dans la mise en œuvre de son projet et à mobiliser les moyens précisés dans le présent avenant.

Le présent avenant a pour objet de fixer la durée, le contenu des annexes, le montant de la contribution de l'Etat, les modalités de paiement de l'aide, les obligations comptables ainsi que les conditions d'exécution, de suivi, de renouvellement et de résiliation.

ARTICLE 2 : Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu au titre de l'année civile du [JJ/MM/AAAA] au [JJ/MM/AAAA] soit une durée de mois. *[12 mois maximum]*

ARTICLE 3 : Modalités d'exécution

L'annexe² du présent avenant précise :

- les caractéristiques des travailleurs handicapés embauchés, sans emploi, que l'entreprise adaptée expérimentatrice s'engage à recruter ;
- les modalités d'accompagnement, d'encadrement et de formation professionnelle de ces travailleurs handicapés pour favoriser la réalisation de leur projet professionnel et leur mobilité dans des conditions adaptées vers d'autres employeurs publics et privés;
- la présentation des moyens mobilisés pour mettre en œuvre l'accompagnement, l'encadrement et la formation professionnelle des travailleurs handicapés embauchés ;
- les engagements en termes d'accès et de retour à l'emploi pris par l'entreprise et les indicateurs, destinés à rendre compte des actions et des résultats.

ARTICLE 4 : Aide financière et conditions de paiement

Sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances, chaque subvention annuelle est imputée sur les crédits du programme 102 « accès et retour à l'emploi » de la mission Travail et Emploi, action 2, sous-action 2 « accompagnement des publics les plus en difficulté ».

4.1. Le montant de la subvention

L'aide de l'Etat est une subvention salariale forfaitaire contribuant à compenser « les conséquences du handicap et des actions engagées liées à l'emploi de travailleurs reconnus handicapés ». Ces aides sont des aides d'Etat allouées sur la base du régime cadre exempté de notification N° SA.58982 relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2023, adopté sur le fondement juridique du règlement (UE) N° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017.

4.1.1. En 2020

Le montant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'aide socle s'établit à [...] euros correspondant au plan prévisionnel de recrutement présenté par l'entreprise adaptée expérimentatrice avec son projet :

Le montant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'aide socle correspond au produit entre [...] équivalent temps plein et le montant de l'aide socle annuel³. Le montant de l'aide est réduit à due proportion du temps de travail effectif ou assimilé.

² L'annexe intitulée « objectifs opérationnels » avec la colonne objectifs négociés complétée.

³ Se référer au montant de l'aide fixé par voie réglementaire pour l'année 2020.

Période	Calcul du montant	Total
	[...] équivalent temps plein x montant unitaire de l'aide €	

Le montant de l'aide est réduit à due proportion du temps de travail effectif ou assimilé.

4.1.2. En 2021

Le nombre prévisionnel d'équivalent temps plein susceptible d'être financé par l'Etat s'établit à [...] correspondant au plan prévisionnel de recrutement présenté par l'entreprise adaptée expérimentatrice avec son projet.

Le montant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'aide socle correspond au produit entre [...] équivalent temps plein et le montant de l'aide socle annuel⁴. Le montant de l'aide est réduit à due proportion du temps de travail effectif ou assimilé.

4.1.3. Le montant modulé

Le premier exercice de modulation aura lieu à la fin de l'exercice au titre des résultats de l'année. Le paiement de la part modulée intervient au plus tard le 31 mars de l'année N+1

4.1.4. Modalité de révision du montant de la subvention

Sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances et de l'analyse du bilan annuel d'activité décrit à l'article 5 dans le cadre du dialogue de gestion réalisé par le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, les stipulations financières de l'avenant sont réexaminées chaque année. Elles peuvent être révisées à la hausse ou la baisse.

Le montant de l'enveloppe financière de l'aide socle annuel susceptible d'être attribuée à l'entreprise adaptée expérimentatrice correspond au produit entre le nombre prévisionnel d'ETP et le montant socle annuel déterminé par voie réglementaire.

4.2. Les modalités de paiement

L'aide est versée au compte de l'entreprise adaptée expérimentatrice par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) selon les modalités suivantes :

4.2.1. Le montant socle :

- est versé mensuellement au vu du nombre de travailleurs handicapés éligibles à l'aide ayant exercé au cours du mois, en équivalent temps plein travaillés. Ce versement mensuel est limité à un douzième de l'avenant financier annuel conclu au titre de l'expérimentation. En cas de sous-consommation sur un mois donné, les crédits correspondants sont reportés sur le ou les mois suivants ;
- des régularisations pourront être réalisées aux mois de mai, septembre, décembre de l'année et janvier⁵ de l'année suivante afin d'ajuster les aides versées au plus près des embauches réalisées depuis le 1^{er} janvier de la période considérée.

4.2.2. Le montant modulé :

Le montant de la part modulée est versé à l'entreprise adaptée expérimentatrice en une seule fois sur notification de la décision de l'administration.

⁴ Se référer au montant de l'aide fixé par voie réglementaire pour l'année 2020.

⁵ Période susceptible d'évoluer en cours d'année, dans ce l'entreprise sera informée du nouveau calendrier.

Les versements sont effectués par virement au compte ouvert :

Domiciliation :	Titulaire du compte :
Identification internationale IBAN : CODE BIC :	

L'aide financière ne peut se cumuler pour un même poste, avec une autre aide de même nature et ayant le même objet, versée par l'Etat

En cas de trop perçu, les sommes indûment versées font l'objet de l'émission d'un titre de perception.

ARTICLE 5 : bilan d'activité annuel et appréciation finale des résultats

L'entreprise adaptée autorisée à mettre en œuvre l'expérimentation transmet un bilan annuel d'activité précisant, pour les salariés embauchés en contrat à durée déterminée conclu en application de l'article L. 1242-3 du code du travail, les actions mises en œuvre et leurs résultats à l'issue du parcours dans la structure. Ce document précise les réalisations en termes de suivi, d'accompagnement et d'encadrement professionnel des personnes, comportant notamment les mentions suivantes :

- 1° Les moyens affectés à la réalisation de ces actions ;
- 2° Les caractéristiques des personnes embauchées et de leur contrat de travail ;
- 3° La nature, l'objet, la durée des actions de suivi individualisé et d'accompagnement professionnel des personnes ;
- 4° Le cas échéant, les propositions d'action sociale faites à la personne pendant la durée du contrat et avant la sortie de la structure ;
- 5° Les propositions d'orientation professionnelle, de formations notamment pré-qualifiante ou qualifiante et d'emploi faites aux personnes ainsi que les suites qui leur auront été données ;
- 6° Les résultats en termes d'accès et de retour à l'emploi des personnes sorties de la structure.

Le bilan annuel d'activité constitue le support du dialogue de gestion et permet de procéder à une définition des objectifs de l'année suivante. Il peut donner lieu à un réajustement du montant de la subvention.

ARTICLE 6 : Obligations comptables

L'entreprise adaptée expérimentatrice transmet ses comptes annuels et s'engage :

- à tenir, sur toute la durée du contrat, une comptabilité spécifique retraçant l'ensemble des ressources et charges afférentes à son projet selon les normes du plan comptable applicables, et à fournir les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;
- à transmettre à l'Etat tout rapport produit par un ou plusieurs commissaires aux comptes, lorsqu'elle est soumise à l'obligation de faire procéder au contrôle de ses comptes.

ARTICLE 7 : engagements liés à l'ASP

L'entreprise adaptée expérimentatrice s'engage à renseigner les documents de gestion de l'ASP, selon les modèles et modalités fournis par l'Etat ou l'ASP.

L'entreprise adaptée expérimentatrice en renseignant des documents de gestion de l'ASP, s'engage à :

- réserver le traitement des informations nominatives aux seules finalités de paiement des aides aux postes ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et libertés.

ARTICLE 8 : Contrôle de l'exécution de l'avenant

L'entreprise adaptée expérimentatrice à faciliter à tout moment le contrôle par l'Etat et lui fournit tout élément permettant de vérifier la réalité des actions d'insertion, leurs résultats, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

En cas de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de l'avenant, l'Etat peut suspendre ou diminuer par avenant le montant des versements ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre du présent avenant.

ARTICLE 9 : Conditions de renouvellement

Les conditions de renouvellement de cet avenant suivent les mêmes modalités que celles prévues au décret, et cahier des charges national de l'expérimentation susvisés.

ARTICLE 10 : Modifications de l'avenant

Les modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent avenant, peuvent intervenir au cours de la période. Elles ne peuvent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : Résiliation de l'avenant

En cas de non-respect des dispositions du présent avenant par l'entreprise adaptée expérimentatrice, le préfet l'informe par tout moyen conférant date certaine de son intention de résilier l'avenant. L'entreprise dispose d'un délai d'un mois, pour faire connaître ses observations. Le préfet à l'issue de ce délai demande le reversement des sommes indûment perçues.

Lorsqu'il est constaté de fausses déclarations le préfet résilie le contrat après avoir observé la procédure visée au paragraphe précédent. Les sommes indûment perçues donnent lieu à reversement.

Fait à [.....] (en 3 exemplaires)

Le,

Le Préfet de région de représenté par le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ⁱ .	Le représentant de l'entreprise adaptée expérimentatrice (certifie l'exactitude des renseignements portés ci- dessus et dans les documents joints en annexe)
Signature : Cachet :	Signature : Cachet :

ⁱ DREETS, DRIETS pour Paris + 92 +93 +94, DEETS en Outre-mer